COMMUNIQUÉ

CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS NATIONAUX DE QUÉBEC (C.S.N.)

Pour publication immédiate: le 20 mars 1980.

EN MARGE DU COLLOQUE SUR LES DROITS HUMAINS DE LA CMT, LES CONSEILS CENTRAUX DE MONTREAL ET DE QUEBEC TIENNENT A PRECISER LEUR POSITION EN MATIERE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Au moment même, où bat la campagne de solidarité internationale avec le peuple du Nicaragua (semaine du 16 au 22 mars), pour son alphabétisation et qui consiste à ramasser le maximum de cahiers, crayons et effaces, c'est avec stupeur et profondément inquiets que le Conseil Central de Montréal et de Québec (CSN) ont pris connaissance des propos d'Emilio Maspero, secrétaire général de la Centrale Lation-Américaine des Travailleurs (CLAT), à l'endroit du peuple révolutionnaire du Nicaragua, du Salvador et des réfugiés chiliens et haïtiens, propos parus dans "Le Devoir", dans "La Presse" et "Le Soleil" du 19 mars 1980.

On sait qu'Emilio Maspero participe au Colloque sur les droits humains qui se tient à Québec depuis le 17 mars et qui est organisé par la Conférence Mondiale du Travail, à laquelle la CSN et la CLAT sont affiliés.

Depuis nombre d'années, conformément aux pratiques syndicales de la CSN, les Conseils Centraux de Montréal et de Québec ont développé une pratique de solidarité internationale qui consiste à appuyer dans toute la mesure de leurs moyens les organisations syndicales, populaires et politiques qui ont pour objectif de renverser les dictatures, les tortionnaires et les valets à la solde des puissances étrangères.

L'appui que nous avons apporté et que nous continuons à apporter au peuple du Nicaragua est en tout semblable à celui que nous avons apporté aux peuples du Viet-Nam, du Chili, du Zimbabwe, etc.

Il s'agit pour nous de venir en appui dans ces pays aux regroupements organisés des forces populaires, syndicales et politiques qui conduisent le processus de lutte pour les droits humains fondamentaux.

/2

7.1

Contrairement au porte-parole de la CLAT, nous ne discriminons pas ces regroupements organisés à partir de la présence de tendances politiques avancés par les organisations de masse ou politiques participant à ces mêmes regroupements. Pour nous il s'agit simplement de respecter et d'appuyer les formes d'organisations que ces organismes regroupés se donnent à l'intérieur du pays pour mener le processus de changement.

Il ne nous appartient pas de nous immiscer dans les débats internes à ces organisations pour favoriser telle ou telle ligne politique. Ces débats appartiennent à ces organisations et intervenir de l'extérieur en portant des jugements sur les tendances politiques internes au processus de changement tel que Maspero nous le suggère à propos du Nicaragua c'est s'ingérer et même se livrer à un travail de sabotage d'un processus qui a à se poursuivre.

Quand on connaît la puissance sanguinaire de ces régimes, il n'est pas permis à quiconque qui se dit défenseur des travailleurs et des masses populaires de discriminer ainsi ses appuis et ce faisant de discréditer, de diviser, et d'affaiblir le mouvement de lutte pour les droits humains fondamentaux.

Actuellement, au Nicaragua, le FSLN et le gouvernement de reconstruction nationale doivent affronter les tentatives de l'impérialisme américain qui visent à déstabiliser le pays un peu comme ils y avaient réussi au Chili. Et de cela, ni Maspero, ni le représentant nicaraguayen au colloque ne nous en a parlé.

En effet plusieurs entreprises aux mains du secteur privé tentent actuellement de saboter l'économie du pays en ralentissant la production, en modifiant les prix, en entreposant des marchandises de première nécessité.

Le 4 mars dernier, le congrès des Etats-Unis a gelé un prêt de $75 millions prévu pour la reconstruction du Nicaragua. A cette occasion le congrès a décrété le huis-clos (extrêmement rare: 2 fois en 150 ans) afin d'étudier un rapport de la CIA. Les américains ont déclaré qu'ils accorderaient l'aide demandée que si le Nicaragua s'engageait à respecter les "droits humains". Ils n'avaient pas les mêmes "exigences" alors qu'ils entrainaient la garde nationale de Somoza. Ils n'ont pas non plus les mêmes réticences à aider la junte militaire faciste au pouvoir au El Salvador. Pour nous actuellement le respect des droits humains au Nicaragua, c'est d'aider le gouvernement de reconstruction nationale qui s'emploie à faire redémarrer l'économie du pays, à faire en sorte que tous aient un toit, que tous aient à manger, que tous aient du travail et puissent avoir une éducation et des soins de santé.

C'est pourquoi nous appuyons la campagne d'alphabétisation en cours et nous invitons toute la population à souscrire à cette campagne.

Quant aux réfugiés chiliens, haïtiens et autres présentement en sol québecois, nous tenons à réaffirmer de toutes nos forces que ces victimes ne sont pas des coupables et qu'ils sont pour nous des frères exilés dont l'amour pour leur peuple n'est pas souvenir mais engagement quotidien. Nous connaissons ces réfugiés. Leur pratique est impeccable. Non seulement nous sont-ils d'un précieux apport dans nos propres organisations mais encore ils sont d'une aide concrète pour leurs frères qui peuvent encore se battre à l'intérieur. Nous tenons à leur réaffirmer toute notre affection et toute notre solidarité.

Les Conseils Centraux de Montréal et de Québec ont tenu à préciser leurs positions dans le cadre de ce colloque des droits humains parce qu'en marge de ce colloque des militants de nos organisations ont été profondément inquiétés par des déclarations qui jusqu'à maintenant n'ont pas été rectifiées. Par la même occasion, les Conseils Centraux de Montréal et deQuébec veulent assurer tous les réfugiés et tous les militants qui oeuvrent pour la solidarité internationale qu'ils ne modifieront pas leur pratique actuelle.

---------30-------

Joseph GIGUERE, président Conseil Central de Québec
Gérald LAROSE, président Conseil Central de Montréal

20-03-80

7.3